

*Notre quotidien et le soins se dégradent jour après jour. Salaires bloqués depuis 2009, dans la CC51, dans la CC65 ainsi que dans la CCU2002 baisses d'effectifs partout. L'Hôstérité nous tue à petit feu, les patient-es trinquent, sauf les plus riches, ça va de soi!*

# Sanitaire privé non-lucratif et lucratif Pour que ça change, toutes et tous dans la rue le 7 Mars 2017

Mardi 7 mars, SUD Santé Sociaux appelle avec la CGT et FO l'ensemble des professionnel-les du Sanitaire lucratif et non lucratif à participer à une journée de grève nationale et à prendre part à la grande manifestation dans les rues de Paris

Les coupes budgétaires se traduisent dans bien des cas par des licenciements, des fermetures de structures ou des restructurations ou des fusions/absorptions.

Sur le terrain, la souffrance au travail se propage de service en service... **Il est temps de tirer la sonnette d'alarme et de passer à l'action !**

## En grève pour nos conditions de travail

La diminution drastique du nombre de lits entraîne une sur-occupation chronique des unités à effectifs constants voire diminués. Les personnels sont contraints à la polyvalence permanente dans un contexte de surcharge de travail quotidienne et épuisante.

Les lits supplémentaires deviennent la norme (chambre à 3 lits, lits de camps) et les lits vides ne doivent pas le rester. Faire toujours plus, toujours plus vite, la perte de sens est inéluctable et les risques s'accroissent.

L'ambulatoire n'est pas en reste, son développement forcé n'est pas associé à de nouveaux moyens, loin s'en faut et ce «virage ambulatoire» pour les patient-es tourne au dérapage incontrôlé. (Retours fréquents en surinfection, charge supplémentaire pour les femmes, principalement qui se retrouvent malheureusement à devoir gérer le nursing à domicile...)

## En grève contre les coupes budgétaires.

Victimes de l'austérité permanente, le secteur sanitaire privé non lucratif mais aussi les salarié-es du lucratif sont touché-es de plein fouet par les politiques de restriction budgétaire menées par les gouvernements successifs. Cette année encore, le Plan de Financement de la Sécurité sociale prévoit 1,3 milliard de coupes budgétaires.

Qu'il s'agisse d'économies ou de profits, les salarié-es et les patient-es sont les seules variables d'ajustement de ces gestionnaires sans état d'âme.

Dans le même temps, les patron-nes des établissements à but non lucratif participant au service public hospitalier et les actionnaires du privé lucratif se voient distribuer des mannes providentielles telles que les crédits d'impôt, CICE pour le lucratif et CITS (taxe sur les salaires) pour le non lucratif.

*La fédération SUD Santé Sociaux revendique que les excédents obtenus grâce au CITS ou les profits grâce au CICE soient reversés intégralement aux salarié-e-es.*



**Solidaires**  
Union syndicale



### Fédération nationale

SUD Santé Sociaux  
Solidaires-Unitaires-Démocratiques

70, rue Philippe de Girard  
75018 PARIS

Tel : 01 40 33 85 00  
Fax : 01 43 49 28 67

[www.sudsantesociaux.org](http://www.sudsantesociaux.org)  
contact@sudsantesociaux.org  
Tweet: sudsantesociaux

Paris, le 1/03/2016



**Les organisations de travail deviennent délétères, voire assassines**, journées de 12h, dénonciation des accords RTT, les modulations du temps de travail ne sont que des asservissements aux exigences de la rentabilité : semaines d'astreinte déguisées via des récupérations imposées puis supprimées, congés payés reportés, heures supplémentaires récupérées au bon vouloir des patron-nes, alternance de rythme matin-après midi/jour-nuit, chantage à l'emploi...

La précarité devient la règle, le turn over est organisé. **Préserver sa vie personnelle devient un pari impossible à tenir malgré tous les beaux discours de qualité de vie au travail ou de prévention des risques psycho-sociaux**

**En grève pour nos salaires.** Le cynisme des patrons ne connaît pas de limites et les salarié-es pauvres deviennent légions .

**Dans la CCN 51**, le gel de la valeur du point est effectif depuis 8 ans, le salaire minimum conventionnel n'a évolué que de 5 euros au-dessus du SMIC à la dernière Commission Paritaire Nationale qui était bien obligée de rattraper le SMIC. Notons à ce sujet l'arrogance de la CFDT qui évoque «l'émoi des autres organisations syndicales» traitées de «camarades de jeu» En se déterminant comme seul interlocutrice de la FEHAP **puisque pouvant signer seule. (Les salarié-es qui ne parviennent plus à vivre décemment et ont des conditions de travail constamment dégradées apprécieront)**

**Pour la Convention CLCC** rien de bon dans les tuyaux et seule l'opposition majoritaire de certaines organisations syndicales bloquent encore les mauvais coups en préparation.

**Dans la CCU2002**, ce sont ponts d'or pour les métiers dits sensibles et la misère pour les autres... et toujours comme objectif prioritaire, la recherche du maximum de dividendes à verser aux actionnaires..

**En grève contre les fusions-absorptions**, liquidations, créations de Fondation, rachats de cliniques par des fonds d'investissements ou autres, prétexte à la remise en cause permanente des conquises sociaux.

**En grève pour défendre et améliorer les conventions collectives**

Dans cet environnement concurrentiel, la volonté du patronat associatif de revenir sur les conquises sociaux et plus que jamais d'actualité sur les Conventions Collectives.

L'avenir du secteur sanitaire associatif est sans cesse remis en question.

**Y en a marre de ce Monopoly® libéral** où l'imagination gouvernementale et patronale est sans limite : pour «baisser le coût du travail» pour toujours plus de «rentabilité» et pour gaver les actionnaires dans les établissements à but lucratif. Le développement du bénévolat, de l'engagement civique au détriment du salariat, du recours au mécénat, est de plus en plus fréquent.

Nous dénonçons cette la maltraitance institutionnelle et organisée à l'encontre des personnels soignants qui met à mal le sens du travail et l'accueil que l'on peut réservé aux patient-es.

Nous accusons le ministère, le gouvernement, les ARS, les employeurs d'être responsables de cette situation désastreuse. De nombreux états de souffrance au travail sont recensés. Le nombre d'arrêts et d'accidents de travail explose. Les suicides des personnels soignants ne sont pas isolés, mais qui en parle ?

En se taisant, les employeur-euses plus que jamais sous les ordres des financeur-euses sont complices de la politique gouvernementale d'étranglement du secteur de la santé!

**Pour toutes ces raisons:  
le 7 Mars 2017**

**nous serons**

**en grève et en manifestation  
à Paris  
13h place Denfert Rochereau**

**-Non à la casse des établissements de santé, sociaux et médico-sociaux,**

**-Oui à l'augmentation générale des salaires (points d'indice et conventionnels),**

**-Maintien de tous les établissements,**

**-Maintien de tous les postes,**

**-Abrogation de la loi santé et de la Loi Travail**

**-Abrogation de l'Ordre Infirmier...**

